

Ne laissons pas tomber les Congolais !

■ Les propos de M. De Croo ont irrité le pouvoir en RDC, mais ont plu à la société civile. Après les événements violents de janvier, le temps est venu d'appuyer le Congo dans son processus électoral.

Les propos de notre vice-Premier et ministre de la Coopération au développement Alexander De Croo le week-end passé, en RDC, ont surpris les observateurs et sans doute irrité le pouvoir en place. Il n'en reste pas moins que certains membres de la société civile locale s'en sont félicités. C'est que les attentes sont grandes vis-à-vis de la Belgique : on attend de notre pays une plus grande présence non seulement économique, mais aussi politique. Un interlocuteur de la société civile s'exclamait : "Pourquoi la Belgique ne dit-elle rien face aux arrestations arbitraires et au blocage de l'Internet ? Le pouvoir a besoin d'un langage clair de la communauté internationale !"

Voilà qui est donc fait ! Samedi soir à l'Ambassade belge à Kinshasa, la capitale congolaise, Monsieur De Croo, s'exprimant face à des Belges résidant sur place, a accusé ouvertement le gouvernement de Joseph Kabila.

Notre ministre faisait référence aux malheureux événements des 19 au 21 janvier qui ont eu lieu non seulement à la capitale, mais aussi à l'est du pays. La majorité prévoyait une mesure conditionnant la prochaine élection présidentielle aux résultats d'un recensement général de la population. Face à cette nouvelle tentative de la majorité de ne pas respecter l'alternance démocratique prévue dans la Constitution congolaise, le peuple s'est

enhardi. Le pouvoir en place, dépassé par l'ampleur de la grogne sociale, a donné l'ordre de tirer. Bilan : 27 morts et de nombreuses arrestations arbitraires. Afin de limiter les communications, Internet et le réseau SMS ont été coupés. Aujourd'hui, nombreux sont ceux qui demandent qu'une enquête impartiale soit menée. A ce titre, il faut plaider pour l'installation effective d'une Commission nationale des droits de l'homme (CNDH) indépendante dont la sélection des membres serait faite conformément aux principes de Paris et qui aurait pour mission de protéger et de promouvoir les droits de l'homme. Ce ne serait pas un luxe, alors que le procès Chebeya, du nom de cet activiste des droits



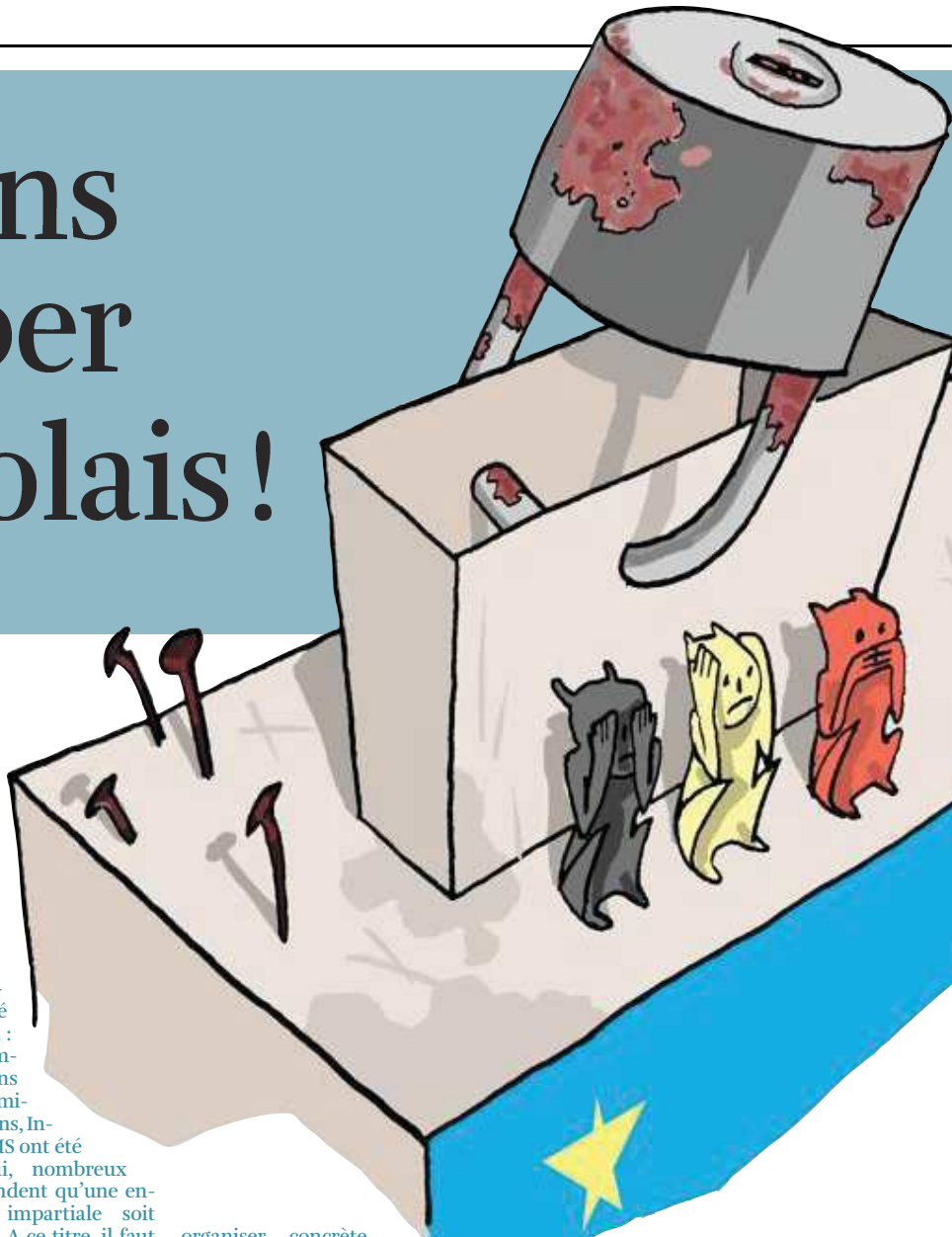
AXELLE FISCHER
Commission Justice et Paix Belgique francophone

de l'homme assassiné en juin 2010, piétiné. Avec le recul, la société civile congolaise fait le constat que la population est fatiguée d'attendre les changements économiques et sociaux tant promis. Le processus électoral congolais ne laisserait donc pas indifférents les citoyens. "Le peuple est une force. Quand il se soulève, il est irrésistible", souffle-t-on du côté de la société civile. Aujourd'hui, la loi électorale est promulguée sans la fameuse mesure qui a tant échauffé les esprits et le calendrier électoral publié. Il ne reste plus qu'à

organiser concrètement les ... 11 scrutins dont 5 directs (élections provinciales, communales et locales ; élections présidentielle et législatives) qui devraient amener entre octobre 2015 et fin 2016, 40 millions d'électeurs congolais à aller voter. Une gageure colossale ! Parmi les défis, signalons d'abord le nécessaire recensement des jeunes ayant aujourd'hui plus de 18 ans ; ensuite, grande nouveauté, la prise en compte des Congolais à l'étranger qui pourront élire un nouveau président et leurs députés nationaux. Cette nouvelle ne devrait pas laisser indifférents les nombreux expatriés habitant en Belgique.

Certaines voix s'élèvent déjà pour mettre en doute la faisabilité d'un tel processus, dans un pays aussi grand et peu habitué à l'exercice démocratique (les élections locales tant attendues n'ont pas eu lieu ni en 2006, ni en 2011). D'autres s'inquiètent : mal préparées, les élections locales ne seront-elles pas source de soulèvements populaires et de violences ?

Car les Congolais ont soif de démocratie. Et ils ne se la laisseront pas voler. Le défi est de passer d'une démocratie que certains estiment peu représenta-



Mal préparées, les élections locales ne seront-elles pas source de soulèvements populaires et de violences ? Car les Congolais ont soif de démocratie. Et ils ne se la laisseront pas voler.



tive à une démocratie participative, à la base. "Nous vous avons donné nos oreilles, nos yeux, notre bouche. Qu'en avez-vous fait?", scande un participant à une rencontre associative. Le Congo a des moyens humains importants : entre autres, une société civile organisée, dont un réseau de l'Eglise catholique, habituée à avoir une parole politique qui fait autorité. Sur cette base, il est encore temps de mener une éducation civique pour que les élections se déroulent dans l'ensemble du pays avec calme et de préparer des mécanismes d'observation électoral, garante de la transparence

nécessaire.

Le rôle de la Monusco dans ce processus doit être fort, et ce malgré les tensions actuelles avec le gouvernement qui ne voit pas d'un bon œil la prétendue "ingérence" de la Mission des Nations unies sur l'opération de désarmement de groupes armés dans l'instable région de l'Est. Il est vrai, comme l'a signalé le Président congolais Joseph Kabila, que le pays n'est pas sous la tutelle de la Monusco. Il n'en reste pas moins que son aide faciliterait grandement la logistique et le maintien de la sécurité.

Pour organiser ces élections, manquent encore les moyens financiers. Car cette opération nécessaire est aussi coûteuse : 1,145 milliard de dollars est prévu. Et même si des économies sont possibles, l'aide internationale est incontournable. Raison de plus pour que la Belgique prenne sa place en jouant un rôle dans les mois à venir. Mais pour cela, il faut que le dialogue avec le pouvoir en place soit maintenu. La Belgique (ses autorités, et sa société civile) doivent s'engager aux côtés des Congolais pour les aider à mener à bien ce processus électoral aux conséquences, on le souhaite, positives pour la paix et la sécurité de la région. D'ici là, il s'agit de rester vigilants et de porter une attention particulière aux défenseurs des droits humains et journalistes locaux qui auront pour tâche d'informer leurs concitoyens et la communauté internationale.

Contexte

"Fatigués avec les donneurs de leçons"

M. De Croo, ministre belge de la Coopération au développement, a dénoncé samedi, quelques heures après son arrivée à Kinshasa, "la situation face à laquelle nous nous trouvons, avec son lot d'arrestations, de justice arbitraire et d'interruption de l'Internet mobile et du trafic des SMS", qui n'est selon lui "pas tolérable". Le gouvernement congolais a très mal pris les propos : "Nous sommes choqués. Parce que nous avions cru avoir tourné cette page avec l'inénarrable M. De Gucht. Et voilà un nouveau De Gucht qui se profile à l'horizon", a affirmé le porte-parole du gouvernement congolais, Lambert Mende Olamanga, à la RTBF. "Nous sommes un peu fatigués avec les donneurs de leçons, surtout lorsqu'ils viennent d'ailleurs", a ajouté M. Mende. (Belga)

Ne vous fiez pas à la couleur du fruit

■ Ce n'est pas la texture de sa peau et sa forme parfaite qui doivent guider notre achat mais ses qualités gustatives et énergétiques. Si le consommateur l'y incite, le producteur agira.

Permettez-nous de prolonger la réflexion sur les causes de la baisse des vitamines présentes dans les pommes aujourd'hui ⁽¹⁾.

La vie du sol est régulée par la décomposition des matières organiques. Cette décomposition est notamment le fait des insectes et des mycorhizes présents dans le sol. C'est cette vie du sol qui donne aux aliments leur vitalité. Un traitement fongicide ou insecticide sur les plantes perturbe l'équilibre du sol, qui n'est donc plus en mesure de nourrir les plantes de façon optimale. Il est en outre prouvé qu'une plante qui doit lutter naturellement contre les parasites sera plus riche en vitamines et en antioxydants.

Les traitements chimiques et les fertilisants entraînent donc des nuisances. C'est là sans doute que se situe la différence essentielle entre la culture biologique et la culture traditionnelle, la première étant soumise à un cahier des charges strict : pas de résidus de pesticides dans les pommes bio, plus de vitamine C, de fer, de magnésium et de phosphore selon différentes études. "Le modèle agroalimentaire privilégie les fruits et légumes qui poussent vite et bien avec un rendement important", explique Madame Bourguignon ⁽¹⁾. Et c'est bien le cas : on a fait tellement de croisements pour trouver des pommes visuellement attirantes et à haut rendement qu'on a complètement délaissé le critère vitaminique. Adieu les vieilles variétés ! On mange avec les yeux : l'arboriculteur ne peut proposer à la vente qu'un fruit parfait, calibré à 5mm pour une présentation optimale...

Une autre différence de "taille" est que les pommes des années 50 poussaient sur des arbres haute tige, ce qui n'est plus le cas. Or, l'expérience nous montre que le goût, l'odeur et les performances de conservation d'un arbre à haute tige et ceux d'un arbre basse tige ne sont pas les mêmes.

Mais il faut aussi parler de la conservation des fruits. C'est là pourtant un facteur essentiel. Jusqu'il y a 40 ans – et certains l'ont fait encore bien plus tard – on conservait les fruits dans des frigos classiques : on pouvait les ouvrir pour entrer ou sortir le tonnage souhaité mais la conservation n'allait pas au-delà du 31 mars. Le consommateur devait alors attendre l'arrivée des fruits d'été.

Depuis lors, on a modifié le procédé frigorifique en inventant l'U.L.O. (Ultra Low Oxygen). Dans ce type de frigo, le taux d'oxygène est réduit, grâce à un adsorbant d'O₂, à 4% (il est de 21% dans l'atmosphère). Ce procédé ralentit l'activité respiratoire du fruit et prolonge sa conservation, permettant ainsi de proposer des pommes jusqu'à la récolte suivante.

Mais quelle est la qualité du fruit qui en ressort ? La pomme, comme l'humain, est composée de cellules et ce dernier ne pourrait survivre avec si peu d'oxygène...

Précisons aussi que le manque de vitamines est lié au fait que, pour que le processus de conservation en U.L.O. soit optimal, il convient de cueillir les fruits avant la maturité complète. Or c'est celle-ci qui procure bien

des qualités nutritives et gustatives.

Faut-il donc délaisser les pommes et autres fruits ?

Non, bien sûr. Fruits et légumes doivent occuper une place importante dans notre alimentation. Essayons cependant de modifier notre regard : ce n'est pas la couleur du fruit, la texture de sa peau, sa forme parfaite qui doivent guider notre achat mais ses qualités gustatives et énergétiques. Si le consommateur l'y incite, le producteur sera amené à revenir en partie ses choix quant aux variétés cultivées, aux traitements apportés et au mode de conservation.

→ (1) Article "Les fruits et légumes, c'était mieux avant", paru dans L.L.B. du 24 janvier 2015

MARC DE FROIDMOND ET MARC FICHERS

Respectivement arboriculteur retraité et Secrétaire général de Nature Progrès Belgique